



L'économie de la Sarthe dispose d'atouts face à des départements comparables

L'économie de la Sarthe dispose d'atouts mais aussi de points de fragilité. Les spécificités industrielles du tissu économique soutenues par des établissements de grande taille lui permettent d'atténuer les effets de la crise sur l'emploi. Cependant, cette économie concentrée sur peu d'établissements appelle les acteurs publics à relever les enjeux de maintien de ces poids lourds sur le territoire et de diversification des activités. C'est ce que révèle le diagnostic de l'économie de la Sarthe réalisé en la comparant à des départements proches au regard du nombre d'habitants, de la proximité de Paris et du statut administratif de la ville principale. La crise a durement frappé les établissements du secteur privé installés depuis plus de dix ans dans le département. La proximité avec la région parisienne bénéficie à l'économie de la Sarthe mais pas autant qu'aux autres départements de comparaison.

David Amonou, Sonia Besnard, Insee

Dans les Pays de la Loire, le chômage touche plus fortement les Sarthois : fin 2016, il atteint 9,5 % des actifs, soit le taux le plus élevé des départements de la région.

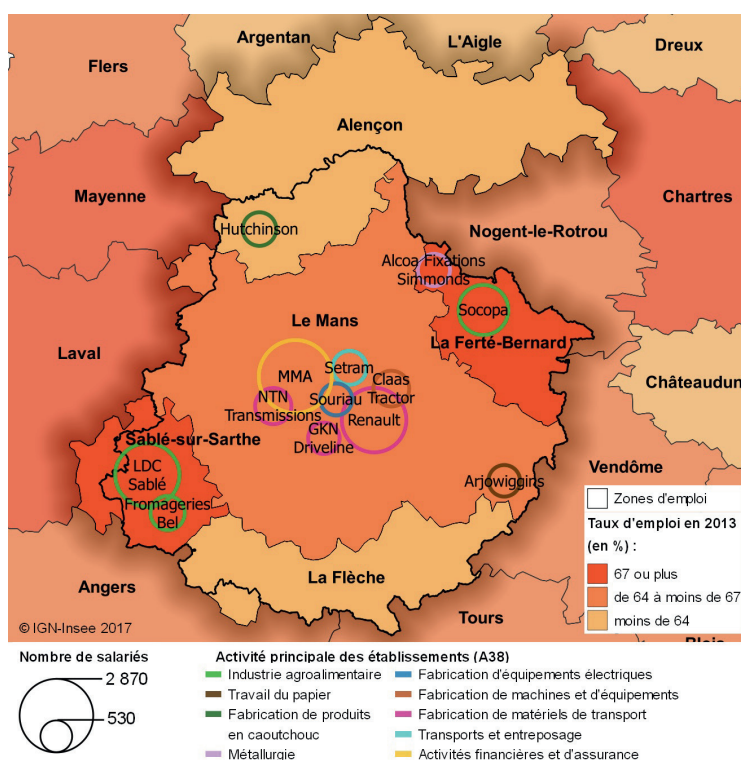
Cependant, au sein d'un référentiel de départements comparables (*encadré 1*), le chômage sarthois est d'un niveau médian. Aborder l'économie de la Sarthe à l'aune de ce référentiel permet d'en révéler les forces, les faiblesses et les enjeux spécifiques.

Depuis la crise de 2008, l'emploi dans la Sarthe diminue. En 2013, 64,6 % des Sarthois en âge de travailler occupent un emploi, soit un recul de 0,8 point en cinq ans. Les principaux employeurs du secteur privé se situent dans la métropole mancenne (*figure 1*).

La zone d'emploi du Mans couvre la majeure partie du département et concentre les trois quarts des emplois. Toutefois, certains grands établissements installés en périphérie du département maintiennent une activité économique dans des territoires moins densément urbanisés. L'économie locale la plus éloignée du Mans dépend donc fortement de la pérennité de ces établissements.

1 De grands établissements implantés au centre comme à la périphérie du département

Localisation des établissements privés de plus de 500 salariés et taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans en 2013 par zone d'emploi (en %)



Lecture : dans la zone d'emploi de Sablé-sur-Sarthe, 67 % des habitants de 15 à 64 ans ont un emploi. Deux des plus grands établissements privés du département y sont implantés. Leur activité relève de l'industrie agroalimentaire. Source : Insee, Recensement de la population (RP) 2013, Connaissance locale de l'appareil productif (Clap) 2014.

Encadré 1

Comparer ce qui est comparable

La Sarthe est comparée à des départements sélectionnés suivant leur proximité de l'Île-de-France (moins de 2 heures en train entre Paris et la ville principale), leur nombre d'habitants (entre 320 000 et 820 000 habitants) et leur statut administratif (la ville principale n'étant pas ou n'ayant pas été préfecture de région). Le référentiel est ainsi composé de l'Aisne, l'Eure, l'Eure-et-Loir, l'Indre-et-Loire, la Marne et l'Oise. Châlons-en-Champagne dans la Marne a été préfecture de région, mais la part d'emplois publics dans ce département ne le distingue pas suffisamment pour l'exclure de la sélection.

En 45 ans, l'économie de la Sarthe passe de plus agricole à plus industrielle

En 1968, les emplois dans l'agriculture sont aussi nombreux que dans l'industrie : chacun de ces secteurs contribue à un quart des emplois du département. L'économie sarthoise est alors plus agricole que celle du référentiel (17 % des emplois) et moins industrielle (31 %).

En 45 ans, le nombre d'emplois agricoles est divisé par cinq, ne représentant plus que 4 % de l'emploi en 2013. La désindustrialisation est moins marquée dans le département : la part des emplois industriels diminue de 6 points alors qu'elle recule de 14 points dans le même temps dans le référentiel. Aujourd'hui, 19 % des emplois sont industriels contre 17 % dans le référentiel. En parallèle, le tertiaire se développe fortement et représente désormais sept emplois

sur dix. Cette tertiairisation de l'économie transforme la structure de l'emploi.

Enfin, la part de l'emploi dans le bâtiment et travaux publics est comparable au référentiel (7 % en 2013).

Le tissu industriel résiste mieux à la crise...

Comparée au référentiel, l'économie sarthoise se singularise par ses spécificités dans l'industrie automobile, l'industrie agroalimentaire, l'industrie du papier et les activités financières et d'assurance. Ces spécificités tiennent à la présence d'établissements emblématiques : Renault et MMA au Mans ou encore LDC Sablé à Sablé-sur-Sarthe. Les secteurs d'activités industriels frappés par la crise perdent des emplois, mais de manière moins forte que dans le référentiel.

Ainsi, l'emploi industriel résiste mieux entre 2008 et 2014. Il diminue de 2 % par an dans la Sarthe, contre 2,8 % dans le référentiel (figure 2). Les pertes d'emplois sont moins prononcées dans les secteurs industriels spécifiques à l'économie sarthoise tels que la fabrication de matériels de transport et l'industrie agroalimentaire. Préserver les spécificités sectorielles du territoire apparaît comme un enjeu majeur pour soutenir son économie. L'existence d'une filière automobile de poids (encadré 2) combinée à la notoriété des 24 Heures du Mans peut se révéler une opportunité de développement économique. Entre 2008 et 2014, les hausses d'emplois sont sensibles dans les activités de services

dédiés aux entreprises ainsi que dans l'hébergement, la restauration, la santé humaine et l'action sociale. L'emploi salarié progresse dans ces dernières activités à un rythme plus élevé que dans le référentiel, montrant des perspectives favorables pour l'économie liée au tourisme et au sanitaire et social.

En revanche, le rythme des pertes d'emplois dans la construction, le transport et l'entreposage et le commerce est plus élevé que dans le référentiel.

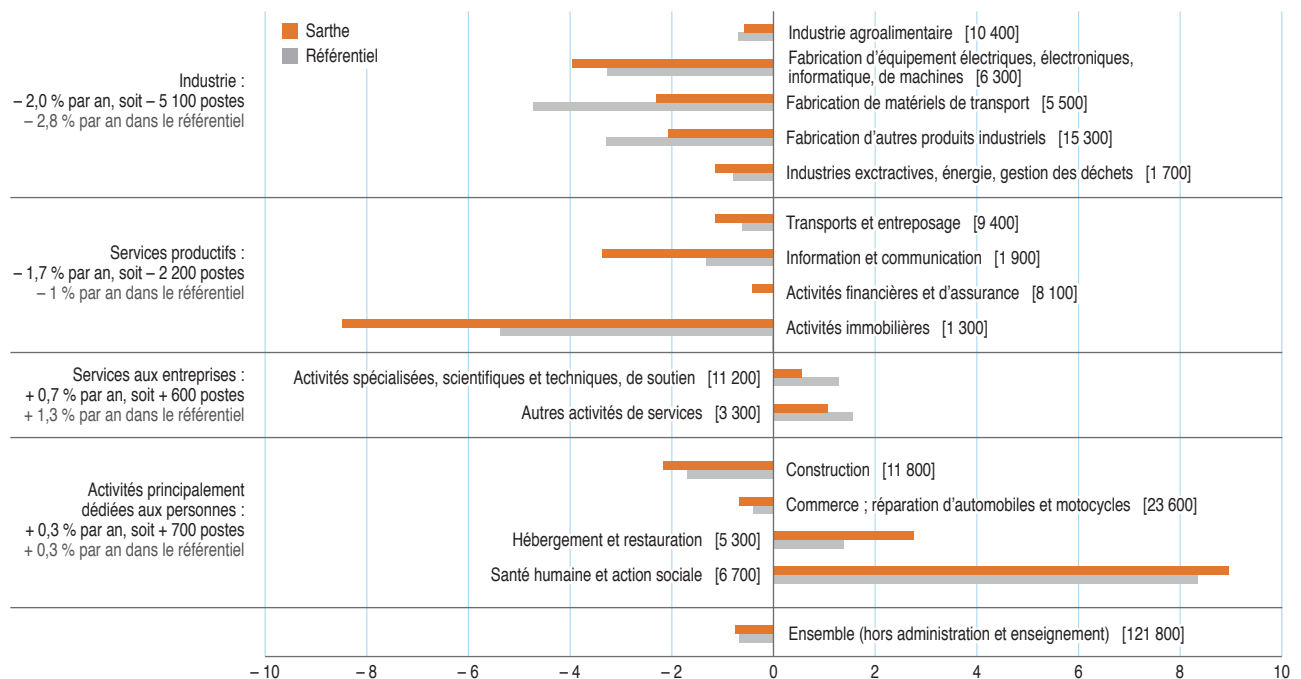
...et s'appuie sur de grands établissements

Dans la Sarthe, l'emploi privé se concentre autour de quelques établissements : 9 % des postes salariés du département dépendent des dix plus grands. Ainsi, les établissements privés de plus de 500 salariés regroupent 11 % des emplois, concentration deux fois plus forte que dans le référentiel. Cette forte dépendance à quelques agents économiques peut fragiliser le marché du travail. Excepté pour LDC Sablé et la SETRAM (transports en commun de l'agglomération mancelle), les centres de décision de ces grands établissements se situent en dehors du département. Ils sont localisés en Île-de-France ou à l'étranger pour NTN Transmissions, Claas Tractor, Alcoa Fixations Simmonds, Souriau et GKN Driveline.

Globalement, 54 % des salariés sarthois dépendent d'entreprises dont le centre de décision n'est pas dans le département, part comparable à celle du référentiel (52 %).

2 Dans la Sarthe, l'industrie résiste mieux face à la crise

Taux d'évolution annuel moyen entre janvier 2008 et janvier 2014 des postes salariés par secteur dans la Sarthe et dans le référentiel (en %)



Lecture : début 2014, l'industrie agroalimentaire fournit 10 400 postes salariés dans la Sarthe. Entre janvier 2008 et janvier 2014, la perte du nombre de postes salariés est de 0,6 % en moyenne par an dans ce secteur d'activité. Cette diminution est de 0,7 % en moyenne par an dans le référentiel.

Champ : postes salariés du secteur marchand non agricole (hors micro-entrepreneurs).

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE) 2008 à 2014, Clap 2007 à 2013.

3 Un marché du travail plombé par la diminution du nombre d'emplois

Taux de variation annuel moyen entre 2008 et 2013 du nombre de chômeurs et contributions à cette évolution (en %)

	Zones d'emploi						
	Sarthe	Référentiel	Le Mans	La Ferté-Bernard	La Flèche	Sablé-sur-Sarthe	Alençon
Variation annuelle du nombre de chômeurs entre 2008 et 2013 (1) = (2) - (3) + (4) - (5)	4,1	4,3	4,0	4,7	3,4	3,9	3,6
Contribution de la population active (2)	1,7	3,2	2,0	1,0	0,0	1,3	-2,6
Contribution de l'emploi (3)	-3,3	-2,2	-3,0	-12,3	-7,0	5,2	-4,5
Contribution des navetteurs entrants (4)	0,3	0,5	0,5	-4,7	-0,4	9,8	2,0
Contribution des navetteurs sortants (5)	1,2	1,7	1,4	3,9	3,2	2,1	0,4

Lecture : dans la Sarthe, le nombre de chômeurs augmente de 4,1 % par an en moyenne entre 2008 et 2013 ; la croissance de la population active contribue de 1,7 % par an à cette évolution.

Source : Insee, RP 2008 et 2013, exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail.

Le département attire des investisseurs internationaux : 12 % des salariés travaillent dans des établissements appartenant à des groupes étrangers en 2013. Cette dépendance à l'international est relativement faible pour un département en marge de la région parisienne, les autres départements du référentiel ayant des taux de dépendance s'échelonnant de 11 % à 18 %.

Cependant, les grandes entreprises dont le siège social est implanté dans le département rayonnent sur l'ensemble du territoire national : 25 % de leurs salariés travaillent dans des établissements localisés en dehors du département. Ce taux est supérieur à celui des départements du référentiel qui varie de 12 % dans l'Eure à 18 % en Indre-et-Loire. Le développement d'un tissu d'entreprises de plus petite taille cotoyant ces établissements notoires peut constituer un enjeu pour l'économie de la Sarthe.

En dehors du domaine privé, le secteur public offre 23 % des emplois salariés du département. La sphère publique est moins présente que dans le référentiel où elle représente 25 % de l'emploi. Le principal employeur dans la Sarthe est le centre hospitalier du Mans.

Les pertes d'emplois dans les établissements pérennes, principal facteur de la hausse du chômage

Dans la Sarthe, 28 100 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi (catégorie A) fin 2016, soit 12 700 de plus que fin 2007. Le repli du nombre d'emplois est la principale cause de la hausse du chômage, la deuxième étant la hausse du nombre d'actifs (figure 3). À l'inverse, dans le référentiel, le premier facteur contribuant à la hausse du chômage est l'augmentation du nombre d'actifs, même si le marché du travail accuse également des pertes d'emplois.

À l'échelle des zones d'emploi de la Sarthe, les mécanismes qui contribuent à l'évolution du marché du travail dans la zone du Mans sont semblables au département. Dans les zones d'emploi de La Ferté-Bernard et de La Flèche, la hausse du chômage s'explique par une diminution du nombre d'emplois, mais

elle reste contenue par le jeu des navetteurs. Dans ces deux zones peu étendues géographiquement, un nombre croissant d'actifs travaillent en dehors de leur zone d'emploi de résidence et de moins en moins d'actifs d'autres zones d'emploi y entrent pour travailler. La zone d'emploi de Sablé-sur-Sarthe est la seule où le nombre d'emplois augmente. En revanche, elle attire un nombre important d'actifs résidant en-dehors de la zone contribuant ainsi à l'augmentation du

chômage. Dans la zone d'emploi d'Alençon, dont une petite partie se trouve en Sarthe, le chômage est contenu par une baisse du nombre d'actifs.

La crise a freiné les moteurs économiques contribuant à créer de l'emploi salarié privé dans la Sarthe. Entre 2004 et 2008, période d'avant-crise, 3 200 postes salariés ont été créés principalement par le jeu des créations et disparitions d'établissements. Le jeu des arrivées et départs d'établissements et le

Encadré 2

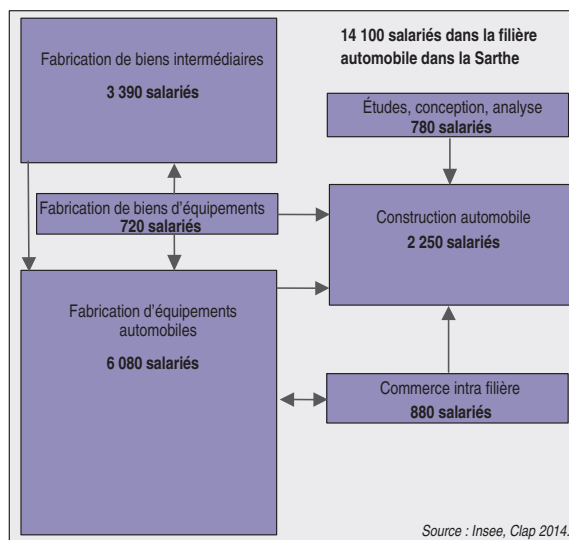
La filière automobile, un atout pour le département

Fin 2014, dans la Sarthe, 14 100 salariés travaillent dans la filière automobile, ce qui représente 38 % des effectifs de l'industrie et 8 % des emplois privés du département. L'établissement Renault Le Mans est le plus important de cette filière.

La filière automobile, au cœur des politiques industrielles, met en jeu de nombreux acteurs économiques dans des secteurs d'activité variés. Elle correspond aux établissements concourant à la construction d'un véhicule automobile (schéma). Ainsi, le commerce interne à la filière est inclus (fabrication d'équipements et de biens intermédiaires, etc.) alors que les établissements de commerce des véhicules, d'entretien et de réparation en sont exclus. La majorité des établissements qui prennent part à la filière ont des activités diversifiées et ne concourent pas uniquement à la construction automobile.

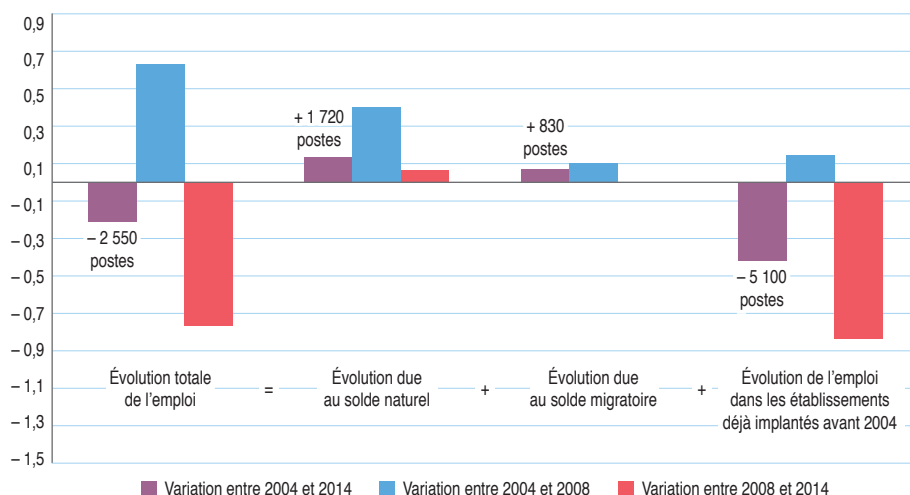
Comparée à la structure de la filière automobile française, celle de la Sarthe est davantage tournée vers les activités d'équipement que de conception. Les équipementiers emploient 43 % des effectifs de la filière contre 23 % en France métropolitaine. Seulement 6 % des effectifs de la filière automobile sarthoise sont consacrés aux activités d'études, de conception et d'analyses contre 28 % en France métropolitaine. Cela contribue à expliquer que la filière automobile de la Sarthe comprend moins de cadres qu'en France métropolitaine (10 % contre 23 %) et davantage d'ouvriers (60 % contre 21 %). La concentration de salariés est forte : 33 % des effectifs travaillent dans les cinq établissements de 500 salariés ou plus de la filière.

Schéma des activités de la filière automobile dans la Sarthe



4 Les établissements sarthois perdent beaucoup de salariés depuis la crise

Décomposition de l'évolution annuelle moyenne de l'emploi salarié entre 2004 et 2014 dans la Sarthe en fonction des différentes composantes de l'équation démographique (en %)



Lecture : entre le 1^{er} janvier 2004 et le 1^{er} janvier 2014, l'emploi salarié (postes) diminue de 0,2 % par an dans la Sarthe, soit 2 550 postes en moins en dix ans. Ce total dépend des créations et disparitions d'établissements (solde naturel), des arrivées et départs d'établissements (solde migratoire) et des variations d'emplois dans les établissements présents tout au long de la période (établissements pérennes).

Champ : postes salariés du secteur marchand non agricole (hors micro-entrepreneurs).

Source : Insee, REE 2008 à 2014, Clap 2007 à 2013.

dynamisme des établissements pérennes sur le département ont également contribué à l'augmentation de l'emploi (figure 4). En revanche, sur la période 2008-2014, ces sources de créations d'emplois se sont taries. Les établissements implantés dans la Sarthe avant 2004 concentrent les pertes d'emplois : 6 200 postes salariés en moins sur ces six années. Les effets de la crise sur l'emploi dans ces établissements sarthois sont prégnants et représentent un enjeu économique majeur pour le département. Ces moteurs économiques ont joué de la même façon dans les départements du référentiel, sauf en Indre-et-Loire où les établissements pérennes ont perdu moins d'emplois.

Des enjeux en matière de qualification et de renouvellement de la main-d'œuvre

Dans un contexte de montée en qualification des emplois et d'augmentation du niveau de diplôme, un des enjeux est d'accompagner la main-d'œuvre sarthoise dans cette voie. Dans le département, 30 % des jeunes de 18 à 24 ans sont élèves, étudiants ou stagiaires, ce qui est équivalent au référentiel. Les adultes

de 25 à 34 ans sont plus souvent diplômés du supérieur qu'à la fin des années 1990 : 36 % en 2013 contre 23 % en 1999. Dans la Sarthe, les actifs occupent moins souvent des emplois de cadres ou de professions intermédiaires (35 % contre 37 %) et sont plus souvent ouvriers (28 % contre 26 %) que dans le référentiel.

Comme dans le référentiel, 27 % des actifs occupés ont plus de 50 ans, ce qui représente 60 500 emplois. La question du renouvellement de la main-d'œuvre va se poser dans les années à venir, en particulier parmi les professions libérales, les agriculteurs, les commerçants et les chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus. Au sein de ces professions, cette tranche d'âge représente 40 % ou plus des emplois.

Les Sarthois profitent de la proximité de Paris, mais moins que les autres départements

Les emplois sur le territoire génèrent des salaires versés à des actifs sarthois mais également à des actifs résidant en dehors du département. De la même manière, les Sarthois travaillant à l'extérieur du département

perçoivent des salaires qui sont en partie dépensés à l'intérieur du territoire de résidence. Ces revenus captés par les Sarthois sont plus importants que ceux drainés en dehors du département. Ce solde positif augmente la masse salariale des Sarthois travaillant en Sarthe de 8 %. Cependant, ce gain est trois à six fois inférieur à ceux de l'Aisne, l'Eure-et-Loir, l'Eure et l'Oise. Ces départements tirent davantage bénéfice des pôles d'emplois de la région parisienne. Même si l'influence de la proximité de Paris sur l'économie sarthoise est moindre que dans ces autres territoires, les échanges de salaires avec la zone d'emploi de Paris participent pour 45 % à ce gain de masse salariale. Les échanges avec la zone d'emploi d'Alençon y contribuent pour 28 %. Avec la zone d'emploi d'Angers, les échanges salariaux sont nombreux mais s'équilibrent.

Les revenus des ménages sarthois sont issus de salaires pour 53 % et de pensions et retraites pour 26 %, le reste provenant de revenus du patrimoine, d'activités non salariées et de prestations sociales. Les seniors, âgés de 65 ans ou plus, sont plus nombreux dans la Sarthe que dans la population de référence (19 % contre 16 %). Cette plus forte présence des seniors peut dynamiser les secteurs visant à maintenir une offre d'accueil et des services adaptés à cette population. L'attractivité touristique peut constituer un autre levier de développement pour l'économie sarthoise. En 2013, l'emploi lié à la présence de touristes représente 2,2 % de l'emploi du département, soit 3 450 emplois en équivalent temps plein. Cette part est proche de celle du référentiel (2,6 % des emplois). Le développement du tourisme représente un enjeu essentiel pour le territoire. Les acteurs locaux se fixent pour objectif d'élargir l'offre et d'amorcer une politique de promotion territoriale avec pour tremplins les 24 Heures du Mans et le projet Le Mans Resort, parc à thème autour de l'automobile, ou encore le zoo de La Flèche. ■

Cette étude est issue d'un partenariat entre l'Insee, la Direccte des Pays de la Loire (Yann Sicamais) et l'unité départementale de la Direccte de la Sarthe (Jean-Michel Boukobza et Daniel Ruault).

Insee Pays de la Loire
105, rue des Français Libres
BP 67401 - 44274 NANTES Cedex 2

Directeur de la publication
Pascal Seguin

Rédactrice en chef
Myriam Boursier

Bureau de presse
02 40 41 75 89

ISSN 2275-9689
© INSEE Pays de la Loire
Juillet 2017

Pour en savoir plus

- Capelle D. et Rodrigues A., *Sarthe : une croissance démographique faible*, Insee Flash Pays de la Loire, n° 59, janvier 2017.
- Barré M., Goin A. et Lecomte A., *Marché du travail : les mobilités des actifs entre les territoires impactent les équilibres locaux*, Insee Analyses Pays de la Loire, n° 39, novembre 2016.
- *Schéma départemental de développement économique et touristique 2012-2016*, Département de la Sarthe.
- Borzic M. et Gicquaud N., *Les territoires des Pays de la Loire face aux mutations économiques*, Insee Études n° 122, novembre 2013.

